

QUATRE ANS APRES TCHERNOBYL

De nouvelles évacuations s'imposent

Quatre ans après la catastrophe sur le réacteur nucléaire de Tchernobyl, des centaines de milliers d'habitants de zones actuellement contaminées sont confrontés à une situation particulièrement grave. Il ne s'agit pas de la zone évacuée autour du réacteur dans les semaines qui ont suivi l'accident : elle demeure zone interdite. Il s'agit de territoires contaminés en Ukraine, en Biélorussie et en Russie, à des centaines de kilomètres de Tchernobyl.

Devant l'échec manifeste des solutions tentées pour permettre aux habitants de continuer à vivre dans des régions très contaminées, les autorités envisagent l'évacuation immédiate ou à terme comme ultime solution. Cela pose des problèmes financiers, politiques, sociaux qui pèsent bien plus lourd sur les décisions du pouvoir central de Moscou que le seul intérêt sanitaire de la population.

Ces derniers mois, des villages du district de Naroditchi, en Ukraine, ont été évacués. En Biélorussie, le programme gouvernemental d'évacuation pour les années 1990-1995 concerne plus de 100 000 personnes. En ce qui concerne la région de Briansk, en Russie, dont certains districts sont très contaminés, aucune information ne filtre à part un « tout va bien » officiel. Signalons que Briansk est à mi-chemin entre Tchernobyl et Moscou.

Deux millions de personnes

Environ 40 000 km², 20 % du territoire biélorusse, sont contaminés (cela représente près de 10 % de la superficie de la France). En ce qui concerne les terres agricoles, 16 300 km² sont contaminés.

En février 1989, le Dr Bouriak, du ministère de la Santé de Biélorussie, indiquait que « plus de 520 000 Biélorusses subissaient à des degrés divers la contamination par les radionucléides ». En mars 1990, l'ambassadeur de Biélorussie, dans un appel à l'ONU pour obtenir une aide internationale, indique que 2,2 millions de personnes sont concernées (environ 20 % de la population). Parmi les plus exposés, on dénombre :

- 103 000 habitants de « zones sous contrôle permanent », strict ;
- 206 600 habitants de « zones sous contrôle périodique », moins sévère.

Les zones sous contrôle permanent sont celles où la

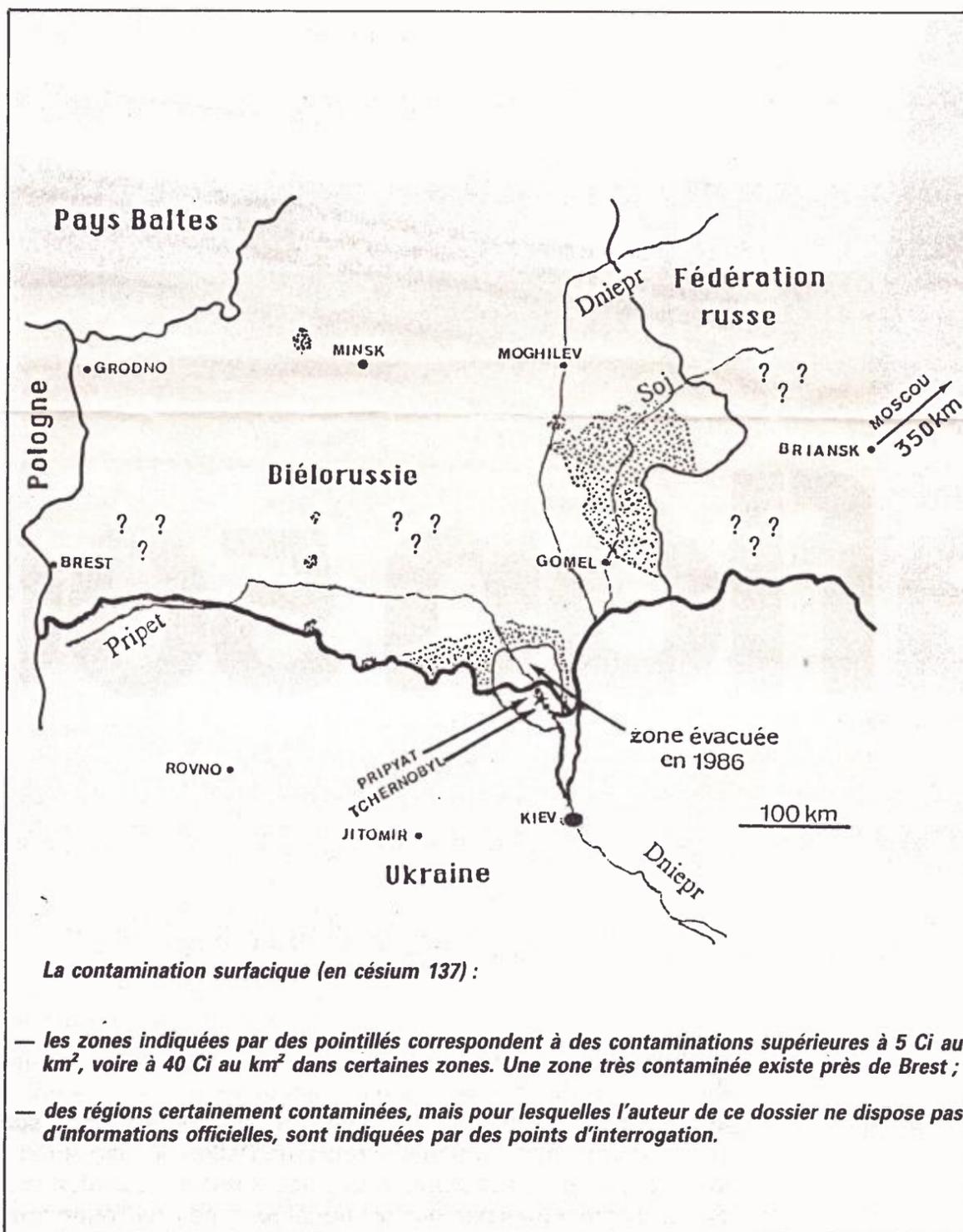
contamination du sol en césium 137 dépasse maintenant 15 curies au km², soit 555 000 becquerels par mètre carré. Les deux taches les plus importantes sont situées au voisinage de l'Ukraine (région administrative de Gomel) et loin de Tchernobyl, entre

Moghilev et Gomel. Certains points de cette seconde tache sont à plus de 250 km de Tchernobyl.

A l'intérieur de ces taches étendues existent de nombreuses petites taches où la contamination dépasse 40 cu-

LA CONTAMINATION EN BIELORUSSIE

(20 % du territoire sont contaminés, 16 300 km² de terres agricoles)



ries au km², ce qui est considérable.

Pas de nourriture « propre »

Dans les zones sous contrôle permanent, strict, les habitants ne peuvent pas consommer la nourriture produite localement car elle est trop contaminée. Ils reçoivent un rouble (environ 10 F) par jour et par personne pour acheter de la nourriture « propre », non contaminée. Les travailleurs doivent recevoir un complément de salaire de 25 %. Les habitants, et les autorités locales, se plaignent du manque de nourriture propre, du manque de dosimètres. Ils sont censés être suivis en permanence du point de vue sanitaire. Aucune donnée n'est fournie sur la nature de ce suivi et la population n'a pas connaissance des résultats.

Les travaux agro-techniques de décontamination des sols se sont révélés inefficaces. A ce sujet, les pays ayant développé l'énergie nucléaire n'ont apporté aucune aide pratique.

Les zones sous contrôle périodique correspondent à une contamination du sol comprise entre 5 et 15 curies par km². En principe sont effectués une surveillance médicale de la population et un contrôle périodique de la contamination des aliments. Les habitants ne reçoivent pas d'aide financière. Il n'y a pas de combinat de décontamination des sols.

Les plans d'évacuation en Biélorussie

Rappelons que 135 000 personnes furent évacuées en 1986 d'une région proche du

► réacteur, dont 25 000 Biélorusses. Maintenant, il faut évacuer des territoires à des centaines de kilomètres de Tchernobyl.

Le plan d'évacuation adopté lors de la douzième session du Parlement de Biélorussie, fin octobre 1989, concerne jusqu'en 1995 118 300 habitants de 526 localités (données extraites du journal *Sovietskaya Bielorussia*).

Les motifs du « déplacement » seraient à la fois d'ordre sanitaire et socio-économique. Le programme comporte trois étapes dont les budgets ne sont pas tous engagés.

Première priorité : 1990-1991

Il s'agit de l'évacuation de plus de 17 000 personnes vivant dans 112 localités. On distingue deux raisons différentes pour le « déplacement » :

— dépassement de la limite de dose fixée par les autorités soviétiques, 35 rems cumulés sur une vie de 70 ans (localités contaminées à plus de 40 curies au km² dont certaines situées à plus de 400 km de Tchernobyl) ;

— impossibilité d'assurer l'agriculture collective (sovkhozes et kolkhozes).

Deuxième priorité : 1991-1992

Évacuation prévue de 4 685 habitants de 62 localités, non pour des raisons médicales, a précisé M. Evtoukh, membre du conseil des ministres de Biélorussie, président de la commission chargée de la liquidation des conséquences de l'accident de Tchernobyl, mais pour



Les deux zones les plus contaminées sont situées au voisinage de l'Ukraine et loin de Tchernobyl, entre Moghilev et Gomel.

des raisons sociales, la vie économique de ces localités devenant difficile par suite du déplacement des 112 localités précédentes.

Troisième priorité (prévue pour 92-95)

Elle concerne l'évacuation de plus de 96 500 habitants de 352 localités. Citons Evtoukh : « La liste comprend toutes les localités de la zone de contrôle permanent (strict) où la contamination du sol atteint 15 à 40 curies par km², mais aussi les localités pour lesquelles les méthodes utilisées d'amélioration des terres, de décontamination et autres mesures tant techniques qu'agronomiques n'ont pas permis d'obtenir des produits alimentaires "propres" de première nécessité, en particulier le lait... D'après les estimations des spécialistes, habiter dans ces agglomérations n'est en général pas trop dangereux pour la santé, mais il est nécessaire de suivre certaines règles concernant l'hygiène personnelle, concernant la gestion de la production agri-

cole ; il faut avoir la possibilité d'acheter certains aliments qui étaient auparavant obtenus sur les lopins privés. Les habitants de ces localités auront le libre choix : soit déménager et obtenir une compensation, soit rester et recevoir certains avantages financiers et sociaux pour les inconvénients supplémentaires et le risque encouru. Donc au total, pour des aspects médicaux et sociaux, près de 118 300 personnes de 526 agglomérations de la république doivent être évacuées. »

Là où les gens vont décider de rester, un grand complexe de travaux est envisagé pour l'amélioration des localités situées dans les zones contaminées.

En dehors des zones à évacuer, il est prévu, d'après le ministre Evtoukh, d'obtenir « vers 1995 la normalisation de la base matérielle et technique des services de santé et des services communaux [régissant la vie quotidienne, Ndt] dans les localités où la pollution est supérieure à un curie par km². Dans les loca-

lités où le niveau de pollution est de 5 Ci et plus, la normalisation doit être obtenue pour tout le système des services sociaux ».

Nous apprenons ainsi qu'il y a des régions contaminées entre 1 et 5 curies par km² pour lesquelles la vie quotidienne n'est pas « normale » et que les services de santé ne fonctionnent pas correctement. (Près de 2 millions de personnes vivent sur ces territoires.)

Plus grave, les services sociaux ne sont pas non plus ce qu'ils devraient être dans les zones de contrôle périodique contaminées entre 5 et 15 Ci par km².

Les problèmes relatifs aux 206 600 habitants des zones sous contrôle périodique n'ont pas été abordés du tout du point de vue d'une éventuelle évacuation.

Rappelons que les habitants de ces zones ont des difficultés à obtenir de la nourriture propre. Ainsi, 60 à 70 % de la production lai-

tière des territoires sous contrôle périodique de la région de Gomel sont hors normes.

En conclusion

Pour l'instant est assurée financièrement, du moins théoriquement, l'évacuation de 17 083 habitants des zones très fortement contaminées (au-delà de 40 Ci par km²). L'évacuation complète des 118 000 personnes nécessite un budget que la Biélorussie ne peut assurer seule.

Si les députés biélorusses avaient suivi les scientifiques biélorusses qui défendaient les recommandations de la Commission internationale de protection radiologique concernant les critères d'acceptabilité de l'énergie nucléaire (voir article suivant), il faudrait envisager l'évacuation de plus de 500 000 personnes et des mesures spéciales de protection pour près de 20 % de la population vivant actuellement en Biélorussie sur des territoires contaminés, ce qui représente environ deux millions d'habitants.

Bella BELBEOCH
physicienne

Références

La Gazette nucléaire, n° 96/97, dossier sur Tchernobyl indiquant la gestion de la phase d'urgence, celle du moyen et long terme (problèmes agricoles, sanitaires, etc.) éditée par le GSIEN, 2, rue François-Villon, 91400 Orsay.

La Gazette nucléaire, n° 100. Nouveau dossier sur Tchernobyl sous presse.

Appel de l'ambassadeur de Biélorussie à l'ONU.